

# Quel serait l'impact d'une guerre commerciale mondiale pour la Suisse ?

Les exportateurs suisses pourraient se heurter à des barrières tarifaires dix fois plus élevées si un conflit commercial planétaire venait à éclater. D'importantes disparités seraient toutefois enregistrées selon les marchés et les secteurs d'activité. *Alessandro Nicita, Marcelo Olarreaga, Peri Da Silva, Jean-Marc Solleder*

**Abrégé** Une étude a mesuré l'impact d'une guerre commerciale mondiale sur le marché suisse. Les auteurs ont tout d'abord calculé les changements de tarifs douaniers auxquels devraient faire face les exportateurs helvétiques en cas de conflit commercial. Ils ont ensuite agrégé ces changements aux différents secteurs industriels et marchés de destination ainsi qu'à un niveau global. Les résultats ont montré que l'accès au marché serait fortement compromis en cas de guerre commerciale mondiale : les exportateurs suisses verraient les tarifs augmenter en moyenne de 35 points de pourcentage. Les plus fortes augmentations tarifaires concerneraient les principaux débouchés pour lesquels les exportateurs helvétiques bénéficient actuellement de faibles entraves à l'exportation : l'Union européenne, les États-Unis et le Japon. Les produits chimiques, l'équipement scientifique et professionnel, les machines et les denrées alimentaires subiraient des hausses des barrières tarifaires supérieures à la moyenne.

Les tensions commerciales actuelles entre les États-Unis et de nombreux pays rappellent l'importance de pouvoir compter sur des institutions multilatérales fortes permettant d'éviter que des désaccords commerciaux dégénèrent en guerres commerciales. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et son prédécesseur, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Gatt), sont non seulement considérés comme une force essentielle à l'origine de la libéralisation du commerce multilatéral, mais également comme des organisations au sein desquelles les gouvernements peuvent coopérer pour établir des tarifs douaniers et résoudre leurs différends de façon mutuellement avantageuse.

Le bon fonctionnement du système commercial multilatéral est important pour les petites économies ouvertes comme celle de la Suisse. Le ratio du commerce extérieur helvétique au produit intérieur brut (PIB), proche de 120 %, est l'un des plus élevés des pays à fort revenu. La Suisse dispose actuellement d'un réseau de plus de 30 accords de libre-échange (ALE) avec 40 partenaires. La plupart des ALE ont été conclus dans le cadre de l'Association européenne de libre-échange (AeE); ceux avec l'Union européenne (UE), les îles Féroé, la Chine et le Japon ont été négociés de manière bilatérale. Abandonner un système commercial multilatéral

coopératif pour un contexte commercial plus protectionniste pourrait avoir de graves conséquences pour la Suisse.

Une étude<sup>1</sup> a examiné les tarifs auxquels les exportateurs helvétiques feraient face en cas d'effondrement du système commercial multilatéral. Les implications pour la Suisse d'une fixation non coopérative des tarifs par les membres actuels de l'OMC – contrairement à la pratique actuelle – ont notamment été passées en revue. Ce scénario correspond à une « guerre commerciale mondiale » dans

<sup>1</sup> Nicita, Olarreaga, Da Silva et Solleder (2019).

laquelle les pays exploitent à fond leur puissance de marché lors de la fixation de tarifs.

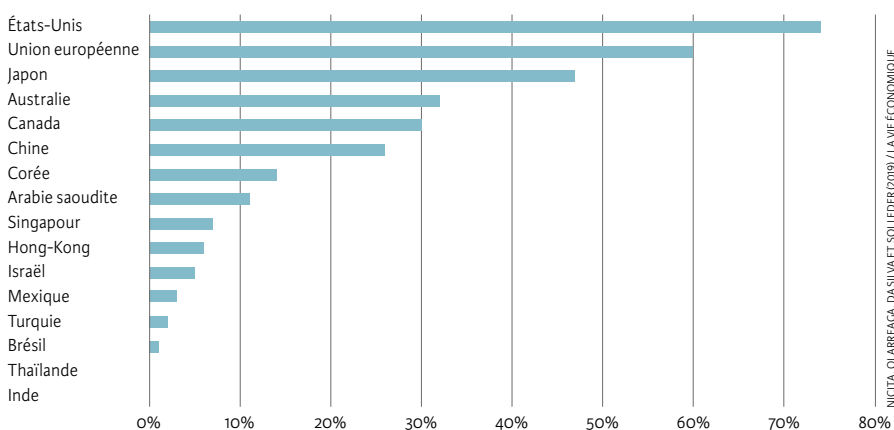
L'analyse a ainsi permis d'estimer les effets d'un bras de fer commercial planétaire sur les tarifs auxquels seraient confrontés les exportateurs suisses. Cet examen exige de prendre en compte l'existence d'accords commerciaux préférentiels et de décalages tarifaires (différence entre les tarifs consolidés de l'OMC et les tarifs effectivement appliqués à leurs frontières par les différents pays) en cas de passage de tarifs coopératifs à des tarifs non coopératifs.

## Une explosion des tarifs vers l'UE et les États-Unis

Les résultats indiquent globalement qu'une guerre commerciale mondiale pourrait aboutir à une multiplication par dix des barrières tarifaires pour les exportateurs helvétiques. La Suisse encourrait les plus fortes augmentations tarifaires sur ses plus importants débouchés que sont l'UE, les États-Unis et le Japon.

La montée spectaculaire des barrières tarifaires pour les exportateurs helvétiques en l'absence de coopération internationale

III. 1. Augmentations tarifaires pour les exportateurs suisses, par marché de destination





Les plus importants partenaires commerciaux de la Suisse en pleine réunion : le sommet du G7 2019 à Biarritz, dans le Sud-Ouest de la France.

s'explique notamment par les caractéristiques des principaux partenaires commerciaux de la Suisse : il s'agit surtout de grandes économies développées qui tendent à fixer leurs tarifs de manière collégiale au sein du système de l'OMC et disposent d'une puissance de marché substantielle. Un effondrement du système commercial multilatéral aboutirait donc à des tarifs non coopératifs extrêmement élevés pour les exportateurs suisses : ces tarifs augmenteraient en

moyenne de 35 points de pourcentage, du fait de la puissance de marché significative des importateurs sur les marchés mondiaux<sup>2</sup>.

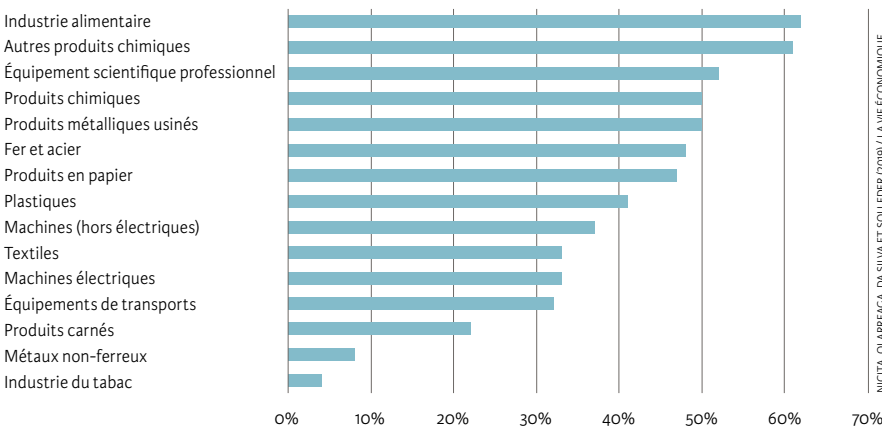
L'étude a calculé un indice de l'effet restrictif de l'accès au marché sur les échanges mondiaux (MA-Otri). Cet indice permet de représenter l'augmentation moyenne des tarifs qui frapperait les exportateurs helvétiques sur leurs principaux débouchés (voir *illustration 1*). Cette moyenne prend en compte l'importance actuelle des produits

<sup>2</sup> Voir Nicita, Olarreaga et Silva (2018).

exportés par la Suisse vers chaque pays de destination.

Il apparaît que les plus fortes hausses de tarif touchent tendanciellement les débouchés les plus larges : le coût des exportations augmenterait notamment de 74 % vers les États-Unis et de 60 % vers l'UE, qui ont aujourd'hui des structures tarifaires coopératives au sein de l'OMC. L'Inde fait figure d'exception : les exportateurs suisses ne subiraient pas d'augmentation dans le sous-continent en raison des forts décalages tarifaires existants dans le système indien – ce qui implique que l'Inde fixe déjà des tarifs non coopératifs.

### III. 2. Augmentations tarifaires pour les exportateurs suisses, par secteur industriel (classification Isic)



### Les secteurs inégalement touchés

La possible désintégration du système commercial multilatéral pourrait avoir des effets très différents selon les secteurs économiques. Ceux dans lesquels les exportations suisses sont actuellement plus importantes (produits chimiques, aliments transformés, etc.) pourraient subir des augmentations tarifaires substantiellement plus élevées (voir *illustration 2*).

Des augmentations supérieures à la moyenne des barrières tarifaires dans le reste du monde toucheraient des industries

exportatrices sensibles pour la Suisse comprenant les produits chimiques, l'équipement scientifique et professionnel, les machines et les denrées alimentaires. En revanche, d'autres secteurs d'exportation importants pour la Suisse, comme les machines électriques (+33 %), les métaux non-ferreux (+8 %) et le tabac (+4 %), subiraient des augmentations tarifaires inférieures à la moyenne en cas de guerre commerciale mondiale.

L'augmentation de la protection va là encore dépendre du pouvoir de marché des partenaires dans chacun de ces secteurs et de la marge de coopération multilatérale avec laquelle les pays fixaient leurs tarifs douaniers dans ces secteurs avant l'éclatement de la guerre commerciale.

### Attirer les pays à moyen et faible revenu

Il est essentiel de souligner que ces résultats représentent un « scénario du pire » : une guerre commerciale mondiale n'impliquerait pas nécessairement un passage intégral à des tarifs non coopératifs déterminés par la seule puissance de marché des importateurs<sup>3</sup>. Ces résultats postulent en outre que les forces politico-économiques resteraient inchangées en cas de conflit commercial planétaire.

<sup>3</sup> Voir Evenett et Fritz (2018).

#### Bibliographie

Evenett Simon J. et Fritz Johannes (2018). *Going it alone? Trade policy after three years of populism*. Rapport de Global Trade Alert N°25.

Or cette hypothèse est contestable. Les lobbies pro- et antiprotectionnistes pourraient en effet intensifier ou diminuer leurs efforts en cas de guerre commerciale : des secteurs en difficulté pourraient augmenter leurs actions en la matière pour essayer de ne pas faire faillite, alors que d'autres verraient leurs forces de lobbying fondre en cas de faillites dans la branche.

D'un autre côté, l'étude n'a considéré que les changements tarifaires, mais il est bien connu que les États peuvent également recourir à des mesures non tarifaires pour se protéger (quotas, mesures sanitaires ou phytosanitaires excessives, régulations techniques limitant les importations, interdictions d'importer, etc.). De telles mesures seraient susceptibles d'augmenter les pertes des exportateurs suisses. Dans l'ensemble, les résultats obtenus permettent d'entrevoir ce qui se passerait si les tensions actuelles s'étendaient à tout le système commercial mondial.

Un accord OMC performant et mis à jour contribuerait à prévenir de tels scénarios. Si les résultats obtenus par l'OMC jusqu'à présent sont encourageants, l'institution doit également aborder des questions urgentes qui demeurent en suspens. Des négociations multilatérales s'avéreraient non seulement profitables dans des domaines non traditionnels de l'OMC (travail, environnement,

investissements, concurrence, etc.), mais généreraient en outre des améliorations en matière de coopération tarifaire dans les pays à moyen et faible revenu. Une réduction des coûts de négociation encourus par ces membres de l'OMC au niveau multilatéral les inciterait à prendre place autour de la table.

#### Alessandro Nicita

Économiste, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), Genève

#### Marcelo Olarreaga

Professeur d'économie, Institut d'économie et d'économétrie, université de Genève

#### Peri Da Silva

Professeur d'économie à l'université d'État du Kansas (États-Unis) et professeur invité à l'université fédérale de Paraíba (Brésil)

#### Jean-Marc Solleder

Assistant doctorant, Institut d'économie et d'économétrie, université de Genève

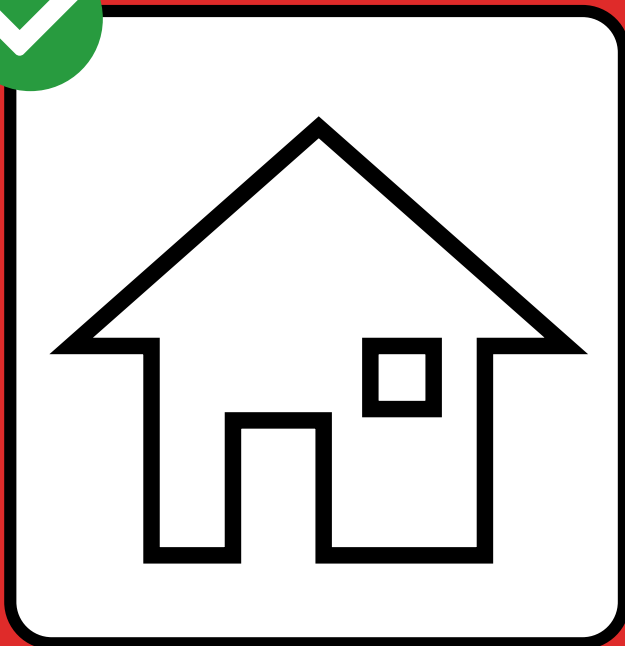
## AUSSENWIRTSCHAFT

Les études scientifiques d'actualité parues dans le « Journal Aussenwirtschaft » qui ont un lien étroit avec la politique économique suisse sont présentées dans « La Vie économique » sous une forme abrégée.

Nicita Alessandro, Olarreaga Marcelo et Silva Peri (2018). « Cooperation in WTO tariff waters ». *Journal of Political Economy*, 126(3): 1302–1338.

Nicita Alessandro, Olarreaga Marcelo, Silva Peri et Solleder Jean-Marc (2019). « Swiss market access in a global trade war ». *Aussenwirtschaft*, vol. 70, à paraître.

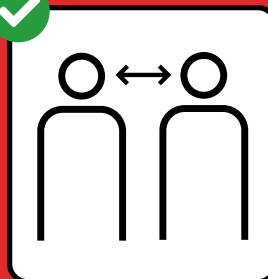
## VOICI COMMENT NOUS PROTÉGER:



### RESTEZ À LA MAISON. SAUVEZ DES VIES.

#### Exceptions :

- Vous devez vous rendre au travail car le télétravail est impossible. Les employeurs sont tenus de protéger leurs collaborateurs.
- Vous devez acheter des aliments.
- Vous devez vous rendre chez le médecin, à la pharmacie ou à la droguerie.
- Vous devez aider d'autres personnes.



Garder ses distances.



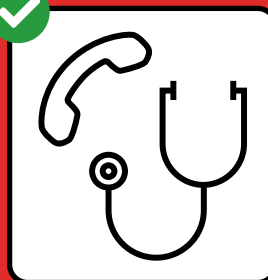
Se laver soigneusement les mains.



Éviter les poignées de main.



Tousser et éternuer dans un mouchoir ou dans le creux du coude.



Toujours téléphoner avant d'aller chez le médecin ou aux urgences.

[www.ofsp-coronavirus.ch](http://www.ofsp-coronavirus.ch)



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Bundesamt für Gesundheit BAG  
Office fédéral de la santé publique OFSP  
Ufficio federale della sanità pubblica UFSP  
Uffizi federal da sanadad publica UFSP



Scan for translation